

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.5/L.118
1er juin 1955

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU COMITE DE BASE DE L'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN
DU 18 JANVIER 1953 CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du
règlement intérieur du Conseil de tutelle)

COPIE

Y.JB.

UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN
SECTION CAMEROUNAISE DU RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE AFRICAIN
COMITE DE BASE DU 18 JANVIER 1953.

M O T I O N

Titre de la motion : RAPATRIEMENT IMMEDIAT DU GOUVERNEUR ROLAND PRE

LE COMITE DE BASE DE L'U.P.C. DE 18 JANVIER 1953,
réuni en assemblée générale extraordinaire élargie dans le territoire de son
ressort, quartier KOUMASSI New Bell Douala Cameroun, avec participation d'éléments
de Mouvements progressistes résidant la fraction du quartier considéré,

Après avoir entendu diverses intervention sur le point de l'ordre du jour
concernant la politique néfaste du Gouverneur des colonies Roland PRE actuel
Haut-Commissaire français dans le Territoire du CAMEROUN sous tutelle,

Ayant appris l'arrivée prochaine au CAMEROUN du Ministre français des colonies
dit de "la France d'Outre-Mer" et éventuellement l'arrivée du Président de
l'Assemblée Nationale Française

Après examen et analyse d'une part de la situation juridique du Cameroun
(pays en marche rapide vers l'UNITE et l'INDEPENDANCE NATIONALES et appelé à
brève échéance à se gouverner lui-même), d'autre part de l'illégalité de la
colonisation dans un pays sous le régime international de tutelle,

Ayant déduit que la politique générale du Gouvernement français au Cameroun est nettement contraire aux fins essentielles du régime international du tutelle et à la constitution de la 4ème République française elle-même et que en particulier la politique de violence et de poursuites judiciaires, la politique "d'oppositions africaines" et du sang dirigées par le Gouverneur Rolan PRE contre les citoyens camerounais en lutte pour l'UNITE et l'INDEPENDANCE NATIONALES IMMEDIATES DU CAMEROUN est destinée à maintenir éternellement notre peuple sous domination colonialiste française et que devant la volonté nette de notre peuple de s'administrer lui-même une politique contraire à cette dite volonté loin de briser celle-ci l'encourage en excitant le juste mécontentement populaire contre celui qui la pratique, d'où la compromission des chances de la France au Cameroun par les hommes qui comme PRE Roland disent agir ici au nom du peuple français

Considérant qu'il résulte de la politique de violence menée au Cameroun par les Représentants du Gouvernement français contre la ferme volonté de notre peuple d'être unifié et indépendant, notamment de la politique du Gouverneur Roland PRE une situation grave qui se résume dans la violation des droits et libertés humains consacrés par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme dont le Gouvernement français est signataire, demande son UNITE et son INDEPENDANCE NATIONALES, le Gouverneur Roland PRE a déclaré avoir des moyens pour entraver le courant populaire vers l'UNIFICATION et l'INDEPENDANCE, qu'en effet ces moyens, Roland PRE les a mis en scène, il s'agit de l'appareil judiciaire du régime pour inquiéter par des procédés obliques, les citoyens Camerounais militant en faveur du droit du Peuple Camerounais à s'administrer lui-même, il s'agit du silence à notre connaissance de la justice du régime devant les crimes et les plaintes voire avec constitution de partie civile contre les criminels qui à FOUMBAN, à MBOUROUKOU, à NKONGSAMBA, à MELONG II, à MAROUA, à GAROUA, à MEIGANGA, à MBOUDA, à BANSOA, à BAFOUSSAM, à ESEKA etc. ont commis des crimes flagrants sous l'oeil bienveillant des autorités françaises et au préjudice des citoyens partisans de la paix de l'ordre, de la justice et partant de l'UNITE et de l'INDEPENDANCE DU CAMEROUN;

Lesdits criminels flagrants ne sont nullement inquiétés par la Justice et au contraire c'est le terrorisme les pillages, les destructions d'habitation à mains armées les incendies volontaires au préjudice des patriotes partisans de l'Indépendance de notre pays qui se développe sous l'oeil des autorités françaises.

Quand par voie de presse on essaye de renseigner l'opinion internationale sur cette politique, on se voit citer devant Monsieur le Juge d'Instruction Georges CAU à Douala qui semble être spécialisé pour les poursuites judiciaires intentées contre les membres de l'U.P.C. ou de la J.D.C. sous le régime Roland PRE. Ainsi alors que les criminels de FOUMBAN, de MBOUROUKOU, de MELONG II, de BAFOUSSAM, les auteurs de l'incendie volontaires de la case de notre camarade Théodore MATIP, les terroristes de MAROUA, de GAROUA, de MEIGANGA auteurs des crimes ne sont nullement inquiétés, c'est les honnêtes citoyens qui n'ont rien à se reprocher dans leur conscience, qui sont poursuivis. O Justice est-il vrai que tu es au Cameroun une machine de guerre contre la vérité et le droit du peuple camerounais ?

Considérant qu'au moment où dans le cadre de la Charte des Nations Unies le Cameroun se veut UNIFIE et INDEPENDANT, le Gouverneur Roland PRE fait inaugurer la répression militaire pour endiguer le courant populaire et c'est ainsi que par des méthodes camouflées Roland PRE voudrait appliquer au Cameroun la loi fasciste d'état d'urgence. C'est ainsi que dans sa politique de répression militaire PRE a pris un arrêté No. 1323 du 19 Février 1955 publié au Journal dit "Journal Officiel du Cameroun Français" page 378 lequel arrêté dit :

"a) En toute circonstance :

Le Haut-Commissaire, le secrétaire général, le délégué du Haut-Commissaire "à Douala, à Garoua, ou en leur absence, le haut-fonctionnaire chargé des affaires "courantes;

"Les chefs de région, ou, en leur absence, leurs adjoints;

"Les chefs de subdivision, ou, en leur absence, leurs adjoints;

"Les chefs de postes administratifs, ou, en leur absence, leurs adjoints;

"Les administrateurs-maires, ou, en leur absence, leurs adjoints;

"Les maires, ou, en leur absence, leurs adjoints;

"Les commissaires de police.

"Dans les cas urgents, les officiers, gradés et commandants des "Brigades de Gendarmerie peuvent requérir directement l'assistance de la troupe.

"b) Dans l'exercice de leurs fonctions, pour le maintien de l'ordre à l'intérieur et aux alentours du prétoire, conformément aux articles 37 du "décret du 27 novembre 1947 et 25 du code d'instruction criminelle :

"Le procureur général, chef du service judiciaire;

"Les présidents de la cour;

"Les présidents des tribunaux;

"Les procureurs de la République, près les tribunaux de 1ère Instance,
"et leurs substituts;

"Les juges de paix à compétence étendue et leurs suppléants;

"Les juges de paix à attributions correctionnelles et leurs suppléants;

"Les juges de paix ordinaires et leurs suppléants;

"Les autres officiers de police judiciaire (juges d'instruction, etc...)

".....

"Art. 4 - Le paragraphe 1^o/c de l'article 9 de l'arrêté No. 3075 est remplacé
"par le suivant :

"c) Les commandants territoriaux subordonnés, les commandants d'armes
"lorsque les troupes doivent agir à l'intérieur des limites de garnison".

".....

"S'ils y sont expressément autorisés par un officier-civil, et, dans ce cas,
"après que ce dernier se sera présenté sur les lieux, porteur de son écharpe
"tricolore, et aura prononcé à haute voix les mots "obéissance à la loi, on
"va faire usage de la force; que les bons citoyens se retirent", le tambour
"battrà ou le clairon sonnera un ban avant chaque sommation.

"Après cette sommation trois fois réitérée, et même dans les cas où,
"après une première ou une seconde sommation, il ne sera pas possible de
"faire la seconde ou la troisième, si les personnes attroupées ne se retirent
"pas paisiblement, et même s'il en reste plus de 15 assemblées en état de
"résistance, la force des armes sera à l'instant déployée".

".....

"Les autorités locales habilitées à procéder aux sommations et à autoriser l'emploi de la force armée sont les suivants :

"Les chefs de région ou leurs adjoints;

"Les administrateurs-maires ou leurs adjoints;

"Les maires ou leurs adjoints;

"Les chefs de subdivision ou leurs adjoints;

"Les chefs de postes administratifs ou leurs adjoints;

"Les commissaires de police.

"Art. 7 - Le secrétaire général;

" Le général, commandant supérieur;

" Le colonel, commandant militaire;

" Le commandant de l'air;

" Le commandant de la marine;

" Le chef du service judiciaire;

" Le directeur des services de sûreté."

Considérant en effet que les membres de l'U.P.C. et de la J.D.C. sont souvent provoqués par les expéditions punitives armées soient dans leur paisibles domiciles ou réunions, soit à l'occasion d'une délégation protestant légalement dans le calme et la dignité contre les injustices colonialistes

Considérant que le fait pour le représentant du Gouvernement français de dire que le CAMEROUN est français est une escroquerie et une manifestation nette de la volonté du Gouvernement français de maintenir éternellement notre Pays sous l'empire colonial français, que le titre du journal même où est publié l'arrêté précité de M. Roland PRE prouve une attitude contraire aux engagements pris par le Gouvernement français en signant les accords de tutelle concernant le Cameroun, que cette attitude est manifestée par l'esprit et par la lettre de l'arrêté précité,

Qu'en effet, cet arrêté qui est une menace sérieuse à l'ordre public, menace à l'encontre du peuple camerounais qui dans la paix et la justice, sous la devise des Nations Unies, réclame son UNITE et son INDEPENDANCE NATIONALES IMMEDIATES,

Qu'en conclusion l'arrêté suscité n'est pas applicable au CAMEROUN pays sous tutelle, d'une part; d'autre part, suivant la Constitution française cet arrêté qui, de biais entrave les libertés publiques n'est pas applicable, et les responsabilités de son application incombent à celui qui l'a signé et qui ordonne son application,

Considérant que cet arrêté tend à couvrir une politique sanglante pour la justifier sous le terme : "Maintien de l'ordre public". Alors que c'est justement celui qui mène une politique d'opposition africaine, une politique de répression militaire, une politique de justice orienter comme une machine contre l'Indépendance de notre Pays, qui trouble l'ordre public du Cameroun en s'opposant par la violence au droit de notre pays à sa libre disposition, que dès lors la politique de terreur du terrorisme des entraves à la liberté et aux informations des Nations Unies est une politique qui dans un territoire sous tutelle, trouble sérieusement l'ordre public que l'autorité administrante devrait respecter.

- PAR CES MOTIFS -

et tout autre à suppléer au principal

DECLARE : son adhésion à la déclaration Universelle des droits de l'Homme et sa foi dans la lutte des peuples pour leur droit à disposer d'eux-mêmes et pour la paix,

DONNE expressément son adhésion à la PROCLAMATION COMMUNE des Mouvements progressistes du CAMEROUN lancée le 22 avril 1955 à Douala,

CONSTATE la déchéance de la France dans l'administration du Cameroun,

REGRETTE : que le Gouvernement français ait cru à tort que le Territoire du Cameroun sous tutelle est une "possession" française et partant qu'il lui était profitable d'y être représenté par les fonctionnaires coloniaux qui entendent maintenir leurs prestiges aux colonies dans la défense des intérêts colonialistes au nom mais hélas au préjudice du peuple de France, que ces fonctionnaires dont le Gouverneur des colonies Roland PRE sont impropres de gouverner un pays comme le Cameroun sous régime international de tutelle,

CONDAMNE la politique du Gouverneur Roland PRE au Cameroun.

EN CONSEQUENCE

DEMANDE le rapatriement immédiat du Gouverneur des colonies PRE (Roland Johannes Charles Louis) dont la politique loin d'être pour l'évolution progressive du Cameroun vers son indépendance complète, tend à retarder l'indépendance de notre Pays par des mesures de force.

DEMANDE également une enquête sérieuse sur les crimes commis à FOUMBAN, à BAFOUSSAM, MBOUDA, à FOUMBOT, à BANSOA, à BANJOUN, à MBOUROUKOU, à MELONG II, à ESEKA, MAROUA, GAROUA, MEIGANGA, DOUALA etc. au préjudice des partisans de l'UNITE et de l'INDEPENDANCE NATIONALES DU CAMEROUN et qui, parce que cela restent à notre connaissance impunis.

SALUE tous les partisans de la paix et la liberté des Hommes, et fait confiance en leur action,

FAIT APPEL à L'UNION de toutes les Masses Camerounaises pour mener dans le calme et la dignité la lutte nationale pour l'UNITE et l'INDEPENDANCE DU CAMEROUN.

FAIT ET ADOPTEE EN ASSEMBLEE,

A DOUALA, 1e 11 MAI 1955

LE COMITE DE BASE DE L'UPC DU 18 JANVIER 1953.
